

Introduction

Reinhard Johler, Freddy Raphaël & Patrick Schmoll

Les conditions historiques d'une révolution intellectuelle

Ce livre propose de se départir d'une vision substantielle de l'ennemi.

En effet, quand un individu ou un groupe sont en présence d'un ennemi, *leur* ennemi, la force du sentiment duel de haine, son immédiateté figent cette conception spontanée d'une entité menaçante qui existerait par elle-même, quelque part dans l'environnement, en face, de l'autre côté, et qui viendrait troubler la quiétude du chez soi. Avant, on était bien entre nous, et cela aurait pu continuer. Mais voilà que l'ennemi surgit, qui oblige à concentrer les efforts individuels et à resserrer les liens autour de la lutte pour la survie.

Une telle conception est difficile à ébranler, à interroger, car elle procède de l'intuition commune que chacun a de soi et de ses communautés d'appartenance. Elle suppose un ego individuel ou collectif déjà-là, qui se passerait volontiers d'ennemi : le surgissement de ce dernier vient menacer l'individu ou le groupe, qui doit dépenser une énergie précieuse pour résister, face à une agression qui entraîne souffrances et pertes.

L'une des leçons les plus saillantes de la construction européenne engagée au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale aura sans doute été de révéler la facticité de cette conception. Les ennemis d'hier, pourtant héréditaires, multiséculaires, sont devenus en moins de deux décennies les partenaires d'aujourd'hui. Certes, les générations qui ont connu la guerre ont eu du mal à négocier ce véritable virage des mentalités,

mais il n'en paraît que plus remarquable à leurs enfants, même aujourd'hui avec le recul des années. Les images des guerres du XX^e siècle, dont certaines illustrent le présent ouvrage, semblent surgir d'une autre planète : une Allemagne et une France dans lesquelles on peine à se reconnaître, alors même que nombre des protagonistes de ces conflits sont encore bien vivants. Et le plus étonnant est que l'abandon de ces figures traditionnelles de l'ennemi n'aura pas laissé dans les mémoires le souvenir d'un débat douloureux de société. Quand on veut bien s'y arrêter, le côté presque surréaliste, schizoïde, de ce retournement, même si on ne doit que s'en réjouir, a de quoi nous faire méditer sur la réalité des inimitiés, et de quoi aussi nous faire hésiter quand aujourd'hui on propose à notre assentiment de nouvelles figures hostiles, qu'elles soient ethniques, religieuses, terroristes, ou incarnées par un "État-voyou".

C'est sans doute pour cela que l'après-guerre aura été le moment privilégié au cours duquel les conceptions de la guerre, et du conflit en général, ont pu être réinterrogées, et avec elles, non seulement la fonction de l'ennemi, mais sa consistance même. L'ennemi n'a pas d'existence objective : c'est un construit, dont on peut, à travers les contributions ici proposées, repérer la mise en textes et en images.

La figure de l'ennemi prépare, accompagne et soutient l'effort de guerre. Des rhétoriques et des scénographies la construisent. Des savoirs à prétentions scientifiques ou religieuses en soutiennent l'existence. Des médias la transmettent. Et, entre deux guerres, les constantes de cette figuration de l'autre persistent dans les représentations, qui semblent ne faire de la paix qu'un temps de maturation de la guerre suivante.

Du coup, l'inconsistance de la figure de l'ennemi, sa versatilité au gré des discours qui le fabriquent et le scénarisent, révèlent également que celui-ci a une fonction. Il n'est pas juste une entité extérieure au corps social, qui resterait étrangère à la logique de celui-ci : le corps social a besoin d'un ennemi pour sa propre cohésion. À telle enseigne que celle-ci est moins menacée par les agressions de tel ou tel ennemi que par l'horizon d'une disparition complète de tout ennemi.

Il semble qu'il n'y ait pas de société qui préexisterait à l'apparition de l'ennemi : celui-ci émerge avec la formation du groupe social, comme s'il en était l'une des conditions. Les adversaires sont unis par leur désignation mutuelle comme ennemis, qui renforce par réciprocity leurs identités propres. Que deviendrait chacun s'il n'avait pas un ennemi sur qui compter pour se rassurer sur soi-même ? Et les représentations que nous avons de nos ennemis ne nous disent-elles pas quelque chose de nous-mêmes ?

Cette manière de concevoir la place de l'ennemi dans l'interaction sociale, et plus généralement celle du conflit, implique une révolution de nos cadres de pensée. La tradition politique occidentale, depuis Aristote et Platon, se constitue autour d'une primauté du vivre-ensemble à l'intérieur d'un monde de valeurs partagées : le conflit, et donc la figure de l'ennemi, sont connotés négativement et pensés comme des effets d'une désorganisation du politique. Classiquement, le politique vise à réduire et, idéalement, à éradiquer les dissensions, alors qu'au contraire, dans cette nouvelle approche des fonctions du conflit et de l'ennemi, ceux-ci se présentent comme l'un des facteurs qui permettent au social de s'organiser.

Ce n'est sans doute pas un hasard que ce courant de pensée emprunte volontiers le canal d'un va et vient des idées entre Allemagne et France, deux pays qui héritent d'une tradition, particulièrement bien inscrite dans les mentalités, d'inimitié réciproque : des traditions presque trop bien tranchées, caricaturales, comme le montrent les contributions au présent ouvrage, et qui finissent tout de même par interpellier certains intellectuels dans la première moitié du XX^e siècle, et davantage bien sûr quand l'effondrement des stéréotypes après 1945 révèle qu'ils n'ont été, pendant des siècles, qu'une construction idéologique génocidaire.

La conflictualité, productrice de l'ennemi

Aux sources de la figure de l'ennemi, il y a le conflit. On peut dire, d'une certaine manière, que ce n'est pas l'ennemi qui provoque le conflit, mais au contraire le conflit qui a besoin de se fabriquer un ennemi.

Comme le fait remarquer Bernard Valade (2002), le conflit en tant que processus général (c'est-à-dire au-delà de ses spécifications classiques : guerre ou lutte des classes) fait en sociologie française une entrée tardive. Il est absent du *Traité de sociologie générale* dirigé par Georges Gurwitsch et publié en 1958. Les travaux de Lewis A. Coser sur les fonctions sociales du conflit (1956, 1967) ne seront traduits qu'en 1983 à l'initiative de Raymond Boudon. Julien Freund publie sa *Sociologie du conflit* la même année, et il fait à l'époque, et depuis lors, figure de trublion parmi les sociologues français – ce qu'il doit notamment à ses efforts pour réintroduire en France une lecture des auteurs allemands.

Car ces derniers, au contraire, ont très tôt abordé la question. C'est, en Allemagne, Georg Simmel qui élabore la théorie du conflit appelée à devenir classique et dont s'inspireront en fait des auteurs comme Coser. Le conflit est l'objet de l'ensemble du chapitre 4 de sa *Soziologie* de 1908. L'analyse simmélienne s'inscrit dans la même tradition interactionniste que celle de Max Weber, elle ne peut se comprendre qu'en lien avec une conception d'ensemble de la société à laquelle la sociologie française est à l'époque réfractaire. Dans cette perspective, la société est le résultat d'une combinaison de mouvements convergents et divergents, qui amène à considérer le conflit comme une forme positive de socialisation : un élément destructeur en apparence, c'est-à-dire s'il est considéré isolément, peut s'avérer, si on le considère dans son contexte, favorable à la cohésion de l'ensemble dans lequel il se trouve inséré. Une grève massivement suivie, par exemple, peut paraître menaçante, mais envisagée sous un autre angle, elle exprime aussi une forte demande d'assimilation, comporte des facteurs de changement et d'amélioration, qui confortent au final la cohésion de l'ensemble, alors qu'à l'inverse, des dictatures qui imposent une paix intérieure dans le silence des parties qui composent le collectif peuvent ne produire que de l'inertie, voire une implosion sociale.

Cette conception du lien social est contraire aux représentations iréniques de la société qui pensent que celle-ci n'est possible que dans l'éradication des conflits et la pacification généralisée. Elle ne pouvait que s'opposer (entrer en conflit, précisément) avec une tradition française attachée à la consistance des institutions, proche du droit, et incarnée notamment par Durkheim, dont l'idéologie de consensus veut que les conflits sociaux soient nécessairement des symptômes d'une défaillance du social.

Chez Simmel, comme par la suite chez Freud, le mouvement premier de l'affirmation de soi trouve sa source dans un besoin primaire d'hostilité, dont l'existence est attestée par l'esprit de contradiction des êtres humains. Ce besoin n'est pas déclenché par la réalité extérieure de son objet : il crée de lui-même cet objet. Dans de nombreux conflits pourtant fortement installés, il est souvent difficile de trouver une cause rationnelle : *“on a l'impression que jamais les hommes ne se sont aimés pour des choses aussi minimes et dérisoires qu'ils ne se sont haïs pour elles”* (Simmel [1908] 1999, p. 278). Et Freud de constater en écho, vingt ans plus tard, qu'il serait *“toujours possible d'unir les uns aux autres par les liens de l'amour une masse plus grande d'hommes, à la seule condition qu'il en reste en dehors d'elle pour recevoir les coups”*

(Freud [1929] 1971, p. 65-66). Comme le souligne Bernard Vallade, les descriptions simméliennes de l'envie, de la jalousie et du dépit, qui conduisent à qualifier ce dernier de "*désir envieux d'un objet, non pas parce qu'il est particulièrement désirable pour le sujet, mais seulement parce que l'autre le possède*" (id., p. 295) anticipent la conception du désir mimétique de René Girard. Le même processus est cependant à l'œuvre dans le besoin de sympathie pour l'autre, et la coexistence des deux pulsions antagoniques, même en proportions minimales, permet toujours de modérer mutuellement leurs excès, en ménageant une réserve qui empêche d'aller jusqu'à la destruction réciproque totale.

La modélisation simmélienne des jeux d'hostilité et de sympathie s'ancre ainsi dans une conception de la société qui accorde une place importante aux sentiments individuels. Pour cette raison également, les cadres mentaux qui sont ceux de la pensée allemande heurtent ceux de la sociologie française de l'époque, qui s'inspire de l'histoire, du droit et de l'économie politique, mais qui se méfie de la psychologie et de la philosophie et traite des phénomènes microsociaux en les inscrivant dans une optique macrosociologique.

Il faudra donc attendre l'après-Seconde Guerre Mondiale pour que se développe en France une réflexion ouverte à une approche dynamique du conflit et qui, avec Gaston Bouthoul et Julien Freund, s'autonomise sous l'appellation "polémologie", mais avec un statut universitaire qui restera délicat (Klinger 2007).

L'ennemi, figure structurante du social ?

Simmel distingue peu les différentes catégories de conflit, car il cherche surtout à souligner ce qui fait leur continuité au-delà de leurs différentes formes. L'hostilité y a un caractère général dans une approche formelle où le conflit construit les adversaires, mais sans en spécifier les figures. Ce cadre permet de penser des conflits aussi différents que la divergence d'intérêt dans un débat, une grève, une agression physique individuelle ou une guerre, mais il souligne ce qu'ils ont de commun davantage que ce qui permet de décliner des cas de figure différents, et donc également des figures différentes de l'adversaire.

Or, l'ennemi constitue une catégorie spécifique, qui se pense de façon privilégiée en référence à un type tout aussi spécifique de conflit : la guerre, en tant que conflit armé entre deux collectifs – et plus typiquement encore, deux États nationaux. Comme le montrent les textes du

présent ouvrage, parler d'ennemi implique le plus souvent de se situer dans le cadre de ce type de conflit, au point que l'incertitude sur la nature de l'ennemi modifie la nature du conflit lui-même.

L'ennemi est un adversaire dans un conflit qui a basculé dans la violence, une violence qui envisage d'aller jusqu'à la destruction de l'autre, ce qui n'est pas le cas de tous les conflits. Pour reprendre la terminologie de Jacques Beauchard (1981), nous sommes, face à l'ennemi, dans un antagonisme "foyer", qui ne porte plus seulement sur des objets de différends qui peuvent encore le médiatiser : c'est directement l'annihilation de l'autre qui est l'enjeu, dans une relation duelle exclusive de toute intervention tierce.

En même temps, l'ennemi est une entité qui acquiert une permanence propre, qui semble survivre aux conditions belliqueuses qui lui ont donné forme, même quand celles-ci sont épuisées. Dans l'état de paix entre deux guerres, l'ennemi n'a pas forcément disparu, sa figure est entretenue dans les braises de haine qui couvent sous la cendre des combats suspendus. Ce qui fait de lui, d'une certaine façon, une figure qui rend la guerre permanente et fait de la paix un état de pause provisoire entre deux séquences de conflit déclaré. L'entre-deux-guerres entre la France et l'Allemagne est exemplaire de ce fonctionnement, comme le montre la continuité dans certains thèmes abordés dans le présent ouvrage. Cette consistance apparente de l'ennemi justifie un traitement spécifique de cette catégorie dans l'approche générale des conflits.

Or, ce qui semble bien spécifier l'ennemi et lui conférer cette consistance, c'est son extériorité radicale par rapport au groupe qui est en conflit avec lui. D'autres types de conflits, au contraire, peuvent être internes au groupe, et les figures de l'adversaire correspondantes être opposées entre elles, mais faire partie d'un collectif plus large qui les englobe. Quand deux ennemis s'affrontent, le seul collectif qui puisse encore les englober et les dépasser, c'est leur humanité commune : encore est-elle interrogée par les belligérants, comme le montrent là aussi certains des textes ci-après. L'ennemi est d'une certaine façon la figure la plus difficile à penser comme participant positivement à la cohésion du groupe, puisqu'il la menace plus directement qu'un adversaire qui fait partie de ce groupe et avec qui on partage certains principes permettant la vie en commun et l'échange parlé (comme dans les exemples de la grève ou du débat d'opinion).

Or, même l'ennemi est nécessaire à la cohésion du groupe. Sur ce point, on doit sans doute à Carl Schmitt (1933, 1965) d'avoir posé le

plus clairement les relations d'inimitié comme fondement du politique. Il est le premier à insister sur le fait que la figure de l'ennemi ne se confond pas avec celles du criminel, de l'adversaire ou du concurrent : l'ennemi se tient sur le même plan que nous et nous permet donc de prendre notre mesure, de réaliser nos limites et de nous conférer notre propre forme. Le conflit n'est donc pas un moment négatif du processus politique, mais l'essence même de ce processus : pour lui, là où il n'y a pas d'ennemi, il n'y a pas de politique. Carl Schmitt, comme les marxistes, envisage la possibilité d'une fin du politique, dont le dépérissement de l'État serait le signe. Mais, alors que ces derniers y voient un but et un idéal, Schmitt l'envisage comme un événement aux conséquences douteuses pour la société.

Cette approche à rebrousse-poil des paradigmes classiques de la science politique se heurtera à une bonne partie du monde universitaire, notamment lors de sa réception en France. Julien Freund, qui fut fortement influencé par Carl Schmitt, avait commencé avec Jean Hyppolite sa thèse sur *L'Essence du politique* (1965). Ce dernier, ayant lu les cent premières pages, préféra se séparer de son thésard, en lui déclarant qu'il était socialiste et pacifiste, et ne pouvait donc diriger en Sorbonne une thèse dans laquelle on déclarait qu'il n'y a de politique que là où il y a un ennemi. Freund dut écrire à Raymond Aron pour lui demander de diriger la thèse qu'il avait commencée (Paquot 2008).

La conceptualisation schmittienne de l'ennemi demeure ambiguë car, alors même qu'elle fournit les cadres intellectuels pour une déconstruction de cette figure, le seul fait de la mettre en exergue contribue paradoxalement à la fétichiser, à lui donner encore plus de consistance. Elle nourrit chez Carl Schmitt une conception absolutiste de l'État, sur laquelle a pu s'appuyer l'idéologie nazie. Et on ne peut pas dire que cette récupération se soit faite à son insu, puisqu'on ne saurait oublier qu'il fut aussi le juriste du III^e Reich. On ne doit donc pas s'étonner que les travaux de Schmitt aient longtemps fait l'objet d'un rejet en bloc, certes tout aussi idéologique : prétendre qu'il n'y a pas de politique sans reconnaissance de l'ennemi, n'est-ce pas vouloir la guerre, et donc verser dans le fascisme ?

La figure de l'ennemi est ainsi susceptible de receler des pièges liés à sa force de fascination, qui persiste même quand on en fait un objet d'études. Et peut-être l'approche polémologique en tant que telle présente-t-elle un terrain glissant pour le scientifique. C'est probablement sous cet éclairage qu'on doit aussi lire la position difficile de la sociologie des conflits en France et, pour partie, l'isolement intellectuel

de Julien Freund sur la fin de sa carrière. Faire du conflit l'objet de ses recherches, c'est s'exposer à considérer ces dernières elles-mêmes comme un combat, et à se laisser prendre dans les processus que précisément on étudie : les adversaires deviennent alors des ennemis, et le chercheur en vient aisément à se vivre comme leur victime.

Repenser la figure de l'ennemi

La figure de l'ennemi requiert une analyse prudente qui permette de s'en distancier. Sans doute faut-il d'abord la relativiser, rappeler qu'elle n'est qu'une des formes possibles de l'adversaire, et que si la forme conflit est un universel, ses déclinaisons sont multiples. Fonder par exemple la cohésion du politique sur la figure de l'ennemi, c'est-à-dire sur la haine tournée vers l'extérieur, revient à négliger les liens endogènes qui président également à l'instauration du vivre-ensemble. La solidarité contre l'ennemi extérieur ne suffit pas à générer par exemple un espace intérieur du collectif qui soit un espace de débat : on sait qu'elle prédispose au contraire à faire taire les dissensions internes. L'ennemi schmittien renforce l'État, mais il n'explique par l'émergence de la démocratie. A contrario, la démocratie n'est pas irénique, elle suppose elle aussi des conflits, mais qui se gèrent par le débat. La fin de l'ennemi ne signifierait donc, ni la fin des conflits, ni la fin du politique, mais peut-être – et ce serait l'objet d'une polémologie des médiations – essentiellement la transformation de l'adversaire, dès lors qu'il ne s'agit plus de l'exterminer.

Sans doute aussi faut-il, pour analyser la construction de l'ennemi, mais aussi envisager ses alternatives, faire retour aux premiers auteurs, dont Simmel et Freud, qui mettent l'accent sur la nature construite de cette figure. Ce qui est premier, c'est cette intrication de pulsions d'hostilité aussi bien que de sympathie qui agite l'humain. La projection de la haine vers l'extérieur et la fabrique d'un objet qui lui serve d'exutoire sont des processus universels, au sens où l'humanisation ne peut pas faire autrement que d'en passer par là. Mais le caractère premier des mécanismes de projection n'épuise pas les possibilités ouvertes par d'autres comme l'introjection, le retournement contre le moi, le refoulement, la sublimation, etc. qui pourraient faire de la construction de l'ennemi un stade de l'histoire de l'humanité nécessaire, mais pas indépassable.

Enfin, sans doute traversons-nous à nouveau une époque qui rend l'ennemi pensable comme construction, comparable à celle que les Européens ont connue après la Seconde Guerre Mondiale – laquelle a tout de même résulté en une période de paix d'un demi-siècle en Europe, historiquement sans précédent. En effet, les sociétés modernes tendent aujourd'hui à se penser comme une seule société mondiale, planétaire, qui n'a plus d'extérieur, ce qui pose au politique le problème de la désignation de nouveaux ennemis. Pour la polémologie aussi, cette situation est sans précédent, et stimule son renouvellement.

Le passage, depuis la chute du Mur de Berlin, d'un monde bipolaire à un monde multipolaire, d'un antagonisme massif et duel à un jeu en réseau de conflits partiels et larvés, empêche la formation d'une figure forte, univoque et consensuelle de l'ennemi, et accompagne une évolution des formes de la guerre¹. La réflexivité forte des sociétés modernes, relayée par des médias qui ne font plus chorus, même si les manipulations de l'information demeurent, favorise les divergences d'opinions sur un adversaire qu'on sait dangereux, mais auquel on reconnaît certains mobiles légitimes. Les politiques cherchent à en affiner la figure : dans la Guerre du Golfe, l'ennemi ce n'est pas l'Irak mais son dirigeant. Pourtant, ce sont bien des Irakiens qui meurent. Sur le théâtre des opérations, l'ennemi peut être une armée conventionnelle, ou un groupe de francs-tireurs ou un réseau terroriste, qui se confondent avec une population qui peut être sympathisante, passive ou hostile. Les frontières et lignes de front qui définissaient un intérieur et un extérieur deviennent poreuses, la figure de l'ennemi "intérieur" menace de ressurgir dans un temps de paix conçu comme préparatoire à la guerre, voire comme le temps d'une guerre qui ne dit pas son nom.

Le politique s'affole devant la fin d'un univers que le dualisme ami-ennemi permettait de penser en catégories simples. Il y a comme une urgence des États à s'inventer de nouveaux ennemis sur lesquels compter pour se justifier sans avoir à approfondir la démocratie, c'est-à-dire les modes de gestion de leurs conflictualités internes. Ainsi, la lutte contre le terrorisme est présentée comme une guerre, alors que le terme était jusque-là réservé aux conflits entre États. Le terroriste n'est donc plus simplement un délinquant : son statut d'ennemi l'élève en tant qu'alter ego. Et dans cette quête, le pire est qu'on trouve des candidats : Oussama Ben Laden, Saddam Hussein, le président iranien Mahmoud

¹ Voir sur ce thème le numéro de la *Revue des sciences sociales* consacré aux "Nouvelles figures de la guerre" (2006, n° 35).

Ahmadinejad semblent tout faire pour attirer sur eux l'inimitié des puissances occidentales. L'ennemi n'est donc pas qu'une construction subjective : elle rencontre l'assentiment actif de l'autre à jouer ce rôle, manifestement parce qu'il y gagne une reconnaissance, qui le place dans un statut d'alter-ego, le met sur un pied d'égalité avec celui qui le désigne à cette place. Ce bénéfice est suffisamment important pour que les candidats à la position victimaire le recherchent au risque d'être détruit en raison de l'inégalité réelle des forces que cache cette symétrie symbolique.

Plan de l'ouvrage

Les textes qui sont présentés ici ont été rédigés à partir des communications à un colloque conjoint de la Eberhard-Karls-Universität de Tübingen et de l'Université Marc Bloch de Strasbourg, qui avait pour objectif de croiser les résultats de deux séries de travaux : ceux du Ludwig-Uhland Institut für Empirische Kulturwissenschaft de Tübingen rattachés au programme "*Kriegserfahrungen. Krieg und Gesellschaft in der Neuzeit*" de la Deutsche Forschungsgesellschaft, traitant des rapports entre guerre et société dans la modernité, et ceux de l'axe polémologie du laboratoire "Cultures et sociétés en Europe" de Strasbourg (UMR Université de Strasbourg/CNRS). Ils expriment en même temps, par une sorte de mise en abyme, le dépassement de l'objet "ennemi" ici étudié, puisque ce colloque était la 21^{ème} édition de rencontres régulièrement organisées, à l'initiative d'Utz Jeggle et Freddy Raphaël, entre des Allemands et des Français sur des questions que nos grands-parents n'auraient pas imaginé les voir discuter ensemble de manière aussi "amicale".

Une première partie de l'ouvrage nous introduit aux différents usages de la figure de l'ennemi : en tant que construit scientifique (Pascal Hintermeyer, sur la naissance de la polémologie), idéologique (Dietrich Beyrau, qui montre comment la société soviétique s'est forgée dans un rapport constant à l'ennemi) ou culturel (Karen Denni, à propos de l'anti-américanisme).

Un aspect particulier de ces usages est développé dans une deuxième partie : il s'agit de la légitimation de la guerre par les discours religieux, avec les exemples des milieux catholiques allemands et français au cours de la Première Guerre Mondiale (Claudia Schlager) et des

milieux rabbiniques dans l'actuel conflit du Moyen-Orient (Stefan Schreiner).

La figure de l'ennemi peut se construire en se déclinant par types, ce que montrent plusieurs articles de l'ouvrage, et en particulier ceux regroupés dans une troisième partie, et qui traitent de la figure du traître (Sébastien Schehr), des figures comparées du Juif, du Tsigane et de l'homosexuel pendant la période nazie (Régis Schlagdenhauffen), et, en temps de paix dans nos sociétés, de la figure du criminel (Pascal Décarpes).

Une quatrième partie explore la fonction que remplissent les images, l'édification de monuments et la muséalisation de certains lieux dans la réduction et la fixation des représentations, et de ce fait dans l'organisation de la mémoire et de l'oubli. Y sont explorés les exemples des expositions de photographies d'ennemis (Monique Scheer), les mises en scènes des fins de guerre (Ulrich Hägele), les avanies des monuments aux morts en Alsace (Marie-Noële Denis) et les tensions entre témoins, négationnistes et historiens autour de la mémoire de la Shoah (Freddy Raphaël).

L'ensemble de ces processus participe à la construction d'une figure de l'ennemi dont une dernière partie souligne qu'elle n'en reste pas moins fragile : réversible au contact quotidien avec l'ennemi avec qui il faut bien vivre (Sabine Kienitz, sur les relations entre Français et Allemands en Rhénanie occupée après 1918), parfois complètement absente alors que la guerre sévit alentour (Gabrielle Petitdemange, relisant le journal d'un berger poète des Abruzzes pendant la Première Guerre Mondiale), devenant floue à l'ère contemporaine de la mondialisation, de l'interdépendance et des réseaux (Patrick Schmoll), ambivalente en définitive lorsqu'il est question d'en restituer le souvenir passé (Geneviève Herberich-Marx).

Références

- Beauchard J. (1981) *La dynamique conflictuelle. Comprendre et conduire les conflits*, Paris, Réseaux.
- Coser L.A. (1956) *The Functions of Social Conflict*, suivi de (1967) *Continuities in the Study of Social Conflict*. Tr.fr. (1982) *Les fonctions du conflit social*, Paris PUF.
- Freud S. (1929), *Das Unbehagen in der Kultur*. Trad. fr. (1971), *Malaise dans la civilisation*, Paris, PUF.

- Freund J. (1965) *L'essence du politique*, Paris, Sirey.
- Freund J. (1983) *Sociologie du conflit*, Paris, PUF.
- Klinger M. (dir.) (2007), *Héritage et actualité de la polémologie*, Paris, Téraèdre.
- Paquot Th. (2008), Julien Freund : l'intellectuel-frontière qui n'a pas de frontière, *Revue des sciences sociales*, 40, p. 154-161.
- Stratégiques*, n° 72, 1998, numéro à thème "Ami-ennemi", Paris, Institut de stratégie comparée. <http://www.stratisc.org/>.
- Schmitt Carl (1933) *Der Begriff des Politischen*, suivi de (1963) *Theorie des Partisanens. Zwischenbemerkung zum Begriff des Politischen*. Trad. fr. (1972) *La notion du politique. Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy.
- Simmel G. (1908) *Soziologie*, Leipzig, Duncker & Humblot. Tr. fr. (1999) *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation*, Paris PUF.
- Valade B. (2002) Types de conflits et formes de consensus, in Deroche-Gurcel L. & Watier P. (dir.), *La Sociologie de Georg Simmel (1908). Éléments actuels de modélisation sociale*, Paris, PUF, p. 267-281.